

Étude critique — Review Essay

Marxisme-léninisme et société soviétique

Jean-Guy Lalande*

Avis, George, ed. *The Making of the Soviet Citizen: Character Formation and Civic Training in Soviet Education*. London: Croom Helm, 1987, 251 p.

Friedberg, Maurice and Heyward Isham, eds. *Soviet Society Under Gorbachev: Current Trends and the Prospects for Reform*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 1987, xiv, 159 p.

Heller, Michel. *La machine et les rouages : La formation de l'homme soviétique*, traduit du russe par Anne Coldefy-Faucard. (s.-l.) : Calmann-Lévy, 1985, 322 p.

Matthews, Mervyn. *Poverty in the Soviet Union*. Cambridge: Cambridge University Press, 1986, xv, 227 p.

Millar, James R., ed. *Politics, Work, and Daily Life in the USSR: A Survey of Former Soviet Citizens*. Cambridge: Cambridge University Press, 1987, xiv, 423 p.

Rywkin, Michael. *Soviet Society Today*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 1989, xii, 243 p.

Sacks, Michael P. and Jerry G. Pankhurst, eds. *Understanding Soviet Society*. Winchester: Allen and Unwin, 1988, xix, 268 p.

Shlapentokh, Vladimir. *Public and Private Life of the Soviet People: Changing Values in Post-Stalin Russia*. New York: Oxford University Press, 1989, 281 p.

I

La société soviétique est malade. Un tel diagnostic en surprendra peut-être certains : la promesse d'un avenir radieux semblait si profondément enracinée dans le caractère scientifique du marxisme-léninisme ! Que s'est-il

* Jean-Guy Lalande est professeur au Département d'histoire de l'Université d'Ottawa.

donc passé pour que les certitudes idéologiques d'hier se transforment, aujourd'hui, en inquiétudes, en doutes, voire en cauchemars ? Quelque chose d'inattendu serait-on tenté de dire : l'émergence d'une société très industrialisée (et donc d'un prolétariat numériquement majoritaire) n'a pas que rendu possible la construction du socialisme selon un modèle préétabli; elle a aussi engendré, dans son sillon, de graves problèmes sociaux. Une recension de quelques livres récents devrait faciliter, à l'aide d'une coupe horizontale puis verticale, la compréhension d'une telle problématique.

II

Le livre de Michael Rywkin, *Soviet Society Today*, en décevra certainement plusieurs. Basé sur deux récents voyages d'études en URSS (1984 et 1987), l'ouvrage s'attache d'abord et avant tout à décrire très brièvement plutôt qu'à analyser les différentes composantes de la société soviétique. Cette dernière est beaucoup trop complexe pour être ainsi réduite sous forme de vignettes. Dans ces conditions, le résultat ne peut pas ne pas être superficiel, sauf peut-être pour l'étudiant(e) de niveau secondaire et le grand public-lecteur qui y trouveront une description plutôt figée, statique de la société soviétique. La déception est d'autant plus grande que l'auteur définit, dans son deuxième chapitre (11-18), un certain nombre de caractéristiques, héritées du passé russe, qui influencent de tout leur poids — en dépit de la Révolution de 1917 — la société soviétique actuelle : le grand respect pour le rang social (à preuve, le rôle des boyars dans la Russie moscovite et l'institution de la Table des rangs par Pierre le Grand), la tradition de servitude à l'endroit de son supérieur et de rudesse à l'endroit de son subordonné, la recherche de l'influence d'une personne importante afin d'obtenir une faveur, une *weltanschauung* centrée sur la lutte entre le bien et le mal, le besoin de croire en une cause juste et le rejet de tout compromis, la faiblesse de la tradition démocratique et l'identification de la liberté à l'anarchie, la passivité d'une société qui accepte que la souffrance fasse partie intégrante de l'existence humaine. Non seulement cette tradition (que certains trouveront trop limitative comme grille d'analyse), essentiellement russe par surcroît, ne réapparaît que trop sporadiquement dans les chapitres suivants, mais elle semble s'estomper, cédant la place à une nouvelle classe moyenne (intelligentsia, travailleurs et paysans à la fois spécialisés et prospères); d'après l'auteur, celle-ci, fruit d'énormes progrès en matière d'éducation (qualifiés, à juste titre, de « most impressive Soviet achievement » (97), est devenue la classe sociale la plus importante, le rempart sur lequel s'appuie le programme de réformes de Gorbachëv et elle présente des caractéristiques toutes autres : « consumption-oriented; respectful of property, and opposed to administrative restrictions » (66). L'avenir, seul, dira si cette intuition se vérifiera; ce qui semble certain, en tout cas, c'est que l'empire des tsars n'a jamais vraiment connu de classe moyenne dynamique et influente !

* * *

Né en Union Soviétique et maintenant professeur à la Sorbonne, Michel Heller, demeuré très fidèle à l'approche totalitariste (97-107) d'une certaine historiographie soviétique, s'applique — littéralement et avec une plume tout imbibée de la douleur de quelqu'un qui, manifestement, a beaucoup souffert en son pays — à démonter les rouages d'une infernale machine, cette terrible menace à la liberté de l'individu. Dans un premier temps, il définit le grand but poursuivi par le régime depuis 1917 : créer un être nouveau — l'*homo sovieticus*, tant son agir que sa conscience. Détail intéressant : la première copie conforme se retrouve chez Rakhmetov, le héros du roman *Que faire ?* de Chernyshevskii. L'essentiel de cet ouvrage est cependant consacré à une description minutieuse de la pléthore de moyens utilisés par le régime afin d'arriver à ses fins : le conditionnement; l'infantilisation de l'individu à l'aide de l'éducation, tant en milieu scolaire que familial, de la peur, du mensonge, de la corruption, de la terreur et du génocide (collectivisation et purges); la nationalisation du temps grâce à la planification; le contrôle du travail et de la consommation, de la culture et de la langue. Bref, cet *homo sovieticus* est devenu le prisonnier d'une société close, soumise à l'incessant bombardement d'une propagande mensongère. Auteur (avec A. Nekrich) d'une histoire très critique de l'URSS, *L'utopie au pouvoir* (1982), Heller s'efforce, par de fréquentes références, toutes pleines d'humour noir, au 1984 d'Orwell et au *Nous* de Zamyatin, par exemple, de démystifier l'expérience soviétique : ce miracle, d'abord promis puis attendu, n'est, au fond, qu'un « opium qui permet à l'homme soviétique de se contenter de sa situation » (77). Dans la même veine, l'auteur conclut (et il importe de se rappeler que la parution de cet ouvrage précède l'arrivée au pouvoir du réformateur Gorbachév) : « des succès considérables ont été remportés, mais le but n'est pas encore atteint » (310). Une telle conclusion relativise, inévitablement, la nature et l'impact diaboliques des moyens utilisés par le régime en place afin de créer une machine humaine aux rouages bien huilés.

* * *

Depuis la Révolution de 1917, le système d'éducation soviétique attache une grande importance à la formation d'un nouveau type de personne — l'*homo sovieticus*, le citoyen socialiste modèle —, car la création des bases matérielles et spirituelles du communisme dépend largement du succès d'une telle entreprise.

James Muckle (« The New Soviet Child... » dans *Avis*, 1-22) énumère les principales qualités proposées aux enfants dans le cadre des cours d'enseignement moral : sobre, incorruptible, patriote, internationaliste, consciencieux à l'étude et au travail, respectueux de l'environnement et de la propriété d'État, athée, capable de travailler et de s'épanouir en équipe, courageux, déférent à l'égard du mariage, des aînés et des anciens combattants, peu enclin à rechercher les richesses matérielles, etc. Si elles étaient

toutes pleinement assimilées et vécues, la société soviétique serait ce véritable paradis sur terre entrevu par Karl Marx.

En fait, comme le montrent John Dunstan (« Atheistic Education... » dans Avis, 50-79), Felicity O'Dell (« ...Socialist Attitudes Towards Work Among Soviet Schoolchildren » dans Avis, 80-106) et George Avis (« Student Response to Communist Upbringing in Soviet Higher Education » dans Avis, 212-235), un large écart existe entre la théorie et la pratique. Bien que la croyance et la pratique religieuses aient grandement diminué depuis 1917, l'enseignement de l'athéisme — si crucial, du point de vue de l'orthodoxie marxiste — n'en est probablement pas le seul facteur explicatif : le processus d'industrialisation et d'urbanisation en Occident n'a-t-il pas engendré un certain processus de déchristianisation ? En outre, l'indéniable retour en force de la religion dans l'URSS de Gorbachév révèle des convictions que les circonstances politiques commandaient, jusque-là, de garder sous le boisseau. Quant aux étudiants de niveau supérieur, leur préoccupation première est de compléter avec succès leurs études; « communist upbringing is not viewed (...) as having a great deal of relevance to their future personal and professional life » (230).

* * *

Puisque le gouvernement soviétique ne publie pas de données statistiques sur la pauvreté, il est donc impossible d'en saisir à la fois l'ampleur et la complexité. Dans un livre plutôt terre (*Poverty in the Soviet Union*), le sociologue britannique Mervyn Matthews, s'appuyant principalement sur des matériaux publiés en URSS (des budgets familiaux, par exemple), sur quelques interviews d'émigrés récents et sur des études de sociologues occidentaux, postule d'abord l'existence de la pauvreté, identifie ensuite les éléments de la société qui en sont le plus touchés : les handicapés, les sans-emploi, les étudiants, les mendiants, les retraités, les femmes (chefs de famille et/ou employées dans l'industrie des textiles et le secteur des services) et la population agricole, puis il décrit certaines de ses manifestations dans les domaines suivants : revenu, nourriture, vêtement, logement, santé, aide juridique, droit à la pension d'invalidité et de vieillesse et à l'éducation. Ce dernier droit, note l'auteur, trouve son application à l'élémentaire; au niveau de l'enseignement supérieur (dont l'acquisition est indispensable à toute mobilité sociale vers le haut), la politique d'égalité des chances ne prévaut plus : les parents ne pouvant, pour cause de pauvreté, supporter leurs enfants, ces derniers doivent travailler et ne peuvent donc suivre des cours qu'à temps partiel, souvent de qualité inférieure et conférant un diplôme de moindre valeur. Bien que la condition des pauvres en URSS, qui n'ont aucune influence politique réelle et sont négligés par les dirigeants du Parti communiste, ne semble pas vouloir s'améliorer, leur situation n'est pas nécessairement désespérée : en effet, il existe un système de sécurité sociale (emploi,

logement, prix subventionnés) qui constitue en quelque sorte une assurance, un plancher au-dessous duquel il est difficile de tomber. En d'autres mots, et c'est là la thèse fondamentale de l'auteur, l'Union Soviétique dans son ensemble est une société pauvre et cette pauvreté, tout en relativisant celle des éléments les plus démunis, est la preuve de l'échec du communisme. Par ricochet (mais l'auteur n'y est pour rien, puisqu'il s'intéresse à la société soviétique des dernières années de l'ère Brezhnev), le tableau esquissé dans ce livre explique les fortes résistances d'une partie importante de la population face aux réformes de Gorbachëv: une restructuration de l'économie ne pourra qu'accroître les inégalités sociales déjà existantes et en créera sans doute de nouvelles.

* * *

Mark G. Field, professeur de sociologie à l'université de Boston, analyse brièvement la situation de la famille soviétique contemporaine (dans Friedberg and Isham, 3-29). Dans un premier temps, il souligne l'intérêt du régime soviétique pour cette cellule sociale; puis il résume les principales étapes de sa politique familiale : des vues de F. Engels et des premières tentatives visant à émanciper la femme et à confier le soin et l'éducation des enfants à la société (non plus au foyer familial), en passant par le rigorisme stalinien (« an 180-degree turn », 11), jusqu'à l'adoption de mesures plus libérales à partir de 1953. Petite (en raison d'un faible taux de natalité), essentiellement urbaine, encadrée et soutenue de façon inadéquate par le gouvernement (absence de counselling familial, par exemple), la famille soviétique, affirme l'auteur, fait face à de sérieux problèmes. La situation de la femme est particulièrement délicate : encouragée — ou plutôt obligée (pour des raisons d'ordre économique beaucoup plus qu'idéologique) — à entrer sur le marché du travail, elle doit supporter le triple fardeau de l'emploi, du soin des enfants et de l'époux (peu coopératif) et de l'entretien ménager. [M.P. Sacks (« Women, Work and Family in the Soviet Union » dans M.P. Sacks and J.G. Pankhurst, 71-96) rappelle d'abord l'importance de la main-d'œuvre féminine à l'époque des tsars, puis il ajoute au tableau de Field des couleurs encore plus sombres : des différences — à leur désavantage — touchant les salaires, leur présence en grand nombre dans des emplois non spécialisés et requérant une certaine force physique et leur sous-représentation aux sommets de la hiérarchie sociale.] Un tel poids, tant physique que psychologique, ne peut pas ne pas marquer, de façon négative, le tissu social; l'URSS ne fait pas exception à la règle, en dépit d'un certain discours idéologique officiel : à preuve, l'accroissement graduel du nombre de divorces, la confusion des rôles sexuels, l'instabilité familiale, les naissances illégitimes et la mortalité infantile. Quant à l'avenir, Field l'entrevoit avec assez peu d'optimisme.

Pour sa part, Vladimir G. Treml (« A Noble Experiment? Gorbachev's Antidrinking Campaign » dans Friedberg and Isham, 52-75) note que dans

l'Union Soviétique du milieu des années 80, la consommation d'alcool par tête d'habitant est telle qu'elle atteint les proportions d'une véritable crise. Celle-ci se manifeste par la détérioration de la santé de la population, les désordres publics, la mortalité accrue; les crimes, les divorces, les maladies vénériennes et mentales, les suicides; la baisse de la discipline et de la productivité de la main-d'œuvre, etc.). Dès son arrivée au pouvoir, Gorbachëv, soucieux de moderniser le pays, impose plusieurs mesures : les unes, carrément farfelues (comme de réécrire l'histoire de la Russie afin de créer l'image d'un pays sobre !); les autres, restrictives et punitives. L'initiative est certainement courageuse (une part importante des revenus de l'État provient de son monopole de la vente des spiritueux), mais, estime l'auteur, elle ne semble pas promettre des résultats durables : la vodka « officielle », lorsqu'elle n'est pas tout simplement volée dans les brasseries et/ou dans le réseau de distribution, est rapidement remplacée par différents substituts — *samogon* (tord-boyaux), produits à base d'alcool (eau de Cologne, vernis), drogues. Certes, le chiffre des ventes a diminué, mais une « long history of alcohol culture in the URSS » (69) constitue l'obstacle majeur à un changement dans les habitudes de consommation. Tant et aussi longtemps que l'État sera incapable d'offrir autre chose, le futur, ici encore, ne semble guère prometteur.

* * *

Dans son article intitulé « Crime and Criminals in the URSS » (dans M.P. Sacks and J.G. Pankhurat, 193-219), Louise I. Shelley rappelle d'abord la conviction de Karl Marx à l'effet que le crime disparaîtra avec l'avènement du communisme. La réalité — même après 70 ans de régime marxiste-léniniste — est tout autre. En Union Soviétique, la nature du crime est multiple et variée : crime contre la propriété, tant publique que privée, crime contre la personne : homicide, assaut et crime sexuel; crime contre l'ordre public : hooliganisme; crime contre l'État et le système d'administration : le dissident; crime économique : pots-de-vin, négligence, production de biens de qualité moindre; acte criminel relié à l'ivresse, etc. L'auteure établit, ensuite, une relation entre géographie humaine et physique et criminalité : celle-ci est dirigée contre les biens personnels dans les villes; dans les régions rurales, elle l'est contre les propriétés de l'État et contre la personne. Quant aux coupables (particulièrement chez les migrants pour qui la criminalité est la résultante de sérieux problèmes d'adaptation), qu'ils agissent seuls ou en groupes, ils se retrouvent tant parmi les adultes que les juvéniles; l'auteure ajoute que la récidive existe toujours, en dépit de la sévérité des punitions imposées par le système judiciaire. Shelley conclut que la prédiction optimiste de Karl Marx ne s'est pas réalisée (encore qu'il faudrait rappeler que ce pays ne se définit pas comme étant officiellement communiste); au contraire, « the evidence (...) supports Durkheim's view of the normalcy of crime and its inevitability within society (215), particulièrement s'il s'agit d'une sociétée urbanisée et industrialisée.

S'appuyant sur des sources forcément incomplètes, voire parfois contradictoires (sécurité de l'État oblige !), Ellen Jones, sociologue des questions militaires, dresse un intéressant tableau de la relation existant entre les forces armées et la société (« The Armed Forces and Soviet Society » dans M.P. Sacks and J.G. Pankhurst, 239-258). De façon fort convaincante, elle montre comment, en raison de l'universalité du service militaire, les forces armées non seulement ne peuvent s'isoler, mais reflètent les points forts et les points faibles de la société civile soviétique. Ainsi, note-t-elle : 1) la convergence entre valeurs civiles et militaires — sens de la hiérarchie, de l'autorité, de la discipline et du travail en équipe; nécessité de sacrifier ses intérêts personnels à l'avantage d'une plus large organisation (armée et société); l'image relativement favorable dont bénéficient les forces armées soviétiques, doublée de l'acceptation de l'obligation du service militaire, renforcent cette convergence; 2) l'existence d'un sentiment d'identification, particulièrement prononcé chez les officiers; celui-ci, d'abord entravé dans son développement par l'héritage de méfiance de la part du Parti à leur endroit, n'a vraiment pris son essor qu'avec la Seconde Guerre mondiale et l'émergence d'une plus grande homogénéité, elle-même fruit d'une même formation académique; 3) les abus dans la consommation d'alcool, la corruption, les absences non motivées, la désobéissance aux ordres et les combats à coups de poings; 4) les tensions, sinon l'opposition entre, d'une part, une politique officielle d'égalité des chances et d'intégration entre les différentes ethnies, l'engagement idéologique à favoriser l'avancement de minorités historiquement désavantagées et, d'autre part, les exigences de l'efficacité militaire, lesquelles ont imposé la suppression progressive des unités nationales, la langue russe comme langue d'instruction des officiers et comme langue de commandement, l'attribution de fonctions requérant un entraînement technique à des gens instruits et compétents (toutes les nationalités soviétiques ne le sont pas également), de même que la sous-représentation des non-Russes dans les échelons supérieurs de commandement; de plus, l'auteure laisse entendre que l'accroissement du nombre de recrues de religion islamique au sein des forces armées, qu'explique le dynamisme démographique des républiques du Caucase et de l'Asie centrale, risque fort, toujours en raison de cette perméabilité entre le civil et le militaire, d'accroître les tensions; 5) que l'exclusion des femmes de tout le domaine de la sécurité et de la défense « can (...) be viewed as an extension of their exclusion from other areas of power » (255).

* * *

Soviétique d'origine, Vladimir Shlapentokh est un ancien chercheur senior à l'Institut de sociologie de Moscou et, depuis quelques années seulement, professeur de sociologie à l'Université de l'État du Michigan. Dans cette étude très détaillée (*Public and Private Life of the Soviet People...*), l'atmosphère toute concentrationnaire enveloppant le texte de M. Heller s'est

presque complètement évaporée. L'originalité de ce livre (qui s'appuie sur les résultats d'enquêtes et de sondages menés par des sociologues — y compris Shlapentokh, qui a vécu les 50 premières années de sa vie en URSS — et des économistes soviétiques et qui couvre les trois décades (1955-1985) de l'après-Staline) réside dans le fait qu'il montre l'existence d'un écart croissant entre la vie « publique » et la vie « privée » du citoyen soviétique moyen. Ce dernier n'accepte les dogmes officiels du marxisme-léninisme que s'ils n'entravent pas la poursuite de ses propres intérêts; or, ceux-ci, soutient l'auteur, se font de plus en plus nombreux et pressants — à preuve : un sens accru de la propriété privée (l'automobile); le choix d'un lieu de résidence (un appartement séparé de préférence à un appartement communautaire); l'utilisation d'une fonction officielle à des fins personnelles (la corruption, le népotisme); l'essor d'une économie parallèle; le développement de mouvements et d'institutions culturelles qui affirment leur autonomie; l'attachement profond à la famille et aux amis; la recherche d'un travail facile et peu astreignant, la négligence à l'endroit de la propriété socialisée; l'usage généralisé du mensonge comme paravent à l'ingérence de l'État; une certaine froideur à l'endroit du collectif soviétique et de ses tâches; la curiosité, voire l'intérêt très évident, pour l'Occident capitaliste; la privatisation du loisir, etc. Une telle réalité nuance grandement — quand elle ne la contredit pas — l'image tout idyllique, esquissée dans le premier chapitre : « The Ideal and Good Soviet Individual: The State's Expectations » (18-36); à la limite, l'impression de deux univers distincts — « pays légal » versus « pays réel » — se dégage de la lecture de ce livre. Certainement influencé par les remous que suscite la politique actuelle de Gorbachév, Shlapentokh conclut à un déclin très net de l'influence et de l'autorité de l'État — lui qui « has lost its prestige, foremost, as a manager » (227) — sur la société soviétique; or, cette « growing alienation » (229), cette privatisation ne pourront que s'accroître, puisque, d'une part, avec le déclin de la peur et l'essor considérable du système d'éducation et, d'autre part, « (w)ith more frequent interaction among people acting as private individuals, a genuine civil society is playing an increasing role in the country » (229) — menace ultime, estime l'auteur, à toute la structure sociale de ce régime communiste.

* * *

En dépit de la *glasnost'* de Gorbachév, l'Union Soviétique demeure une société plutôt fermée; la recherche empirique portant sur des questions économiques, politiques et sociales n'y est donc pas facile. Le livre édité par James R. Millar, *Politics, Work, and Daily Life in the USSR...*, se propose de combler une telle lacune grâce à l'étude de 2 793 émigrants récents (entre le 1^{er} janvier 1979 et le 30 mars 1982), en provenance de l'Union Soviétique. La composition ethnique de l'échantillonnage — plus de 80 p. 100 d'entre eux sont des Juifs de milieux urbains et mieux éduqués que le citoyen soviétique moyen —, si elle ne fausse pas nécessairement l'ensemble du projet, n'en

limite pas moins la portée. En ce sens, la brièveté du sous-titre de ce livre porte à confusion. L'ouvrage aborde un certain nombre de thèmes (parfois mis en parallèle avec l'état de la société américaine) — la qualité de vie (le logement, les biens et services, l'emploi, les soins de santé); les attitudes à l'endroit de la science et de la technologie; l'inégalité des revenus et de la richesse; la vie et la carrière de femmes soviétiques; la productivité et la discipline au travail; la perception du statut social et des relations interethniques en URSS — qui confirment beaucoup plus qu'ils n'infirmement ce que d'autres sources nous ont déjà révélé à propos de cette société. Néanmoins, un certain nombre de conclusions intéressantes se dégagent de cette multitude d'interviews. Tout Juifs qu'ils soient dans leur grande majorité et, pour reprendre l'heureuse image de Lénine, bien qu'ils aient déjà voté avec leurs pieds, les répondants n'entretiennent pas d'animosité, voire d'hostilité à l'endroit de cet État qu'ils viennent de quitter; au contraire, certaines caractéristiques du système soviétique — la propriété publique de moyens de production, le système de santé, l'éducation — reçoivent leur approbation. (Leur appui en faveur des libertés individuelles reste, toutefois, très fort.) Cependant, cette acceptation est davantage le fait de la vieille que de la jeune génération; cette dernière, à la différence de la précédente, n'a pas connu la dictature stalinienne et ne peut donc pas mesurer la nature des progrès réalisés depuis 1953. De plus, l'esprit critique très aiguisé de ces jeunes — les adultes de demain — n'annonce rien de trop prometteur pour le régime en place, d'autant (et c'est là une autre des conclusions de cet ouvrage) que l'appui donné au système soviétique est inversement proportionnel au degré de scolarisation. L'analyse méticuleuse, rigoureuse, parfois même aride des différentes données, si elle fait, hors de tout doute, la preuve de la très grande sophistication des méthodes d'interview et de quantification des données recueillies (de solides connaissances en statistiques faciliteront grandement la compréhension de certains passages), a pour effet d'aseptiser littéralement la société soviétique : ce livre est beaucoup plus un assemblage de rapports techniques qu'une image vivante, humaine de ces hommes et de ces femmes des dernières années de l'ère Brezhnev. (Le contraste est d'autant plus frappant si l'on compare ce livre très sophistiqué à l'étude classique d'Inkeles et Bauer, *The Soviet Citizen: Daily Life in a Totalitarian Society*, publiée en 1959 et qui utilisait les témoignages de personnes déplacées, suite à la Seconde Guerre mondiale.) Pour cette raison, les chercheurs et les analystes y trouveront, beaucoup plus que les étudiants, matière à réflexion.

III

Tel un potier travaillant la glaise pour en extraire une œuvre d'art, Staline a, particulièrement dans les années 20 et 30, mobilisé la société soviétique. À son tour, Gorbachëv, héritier d'un passé marqué du sceau de la stagnation et de la corruption, s'il veut — et tel semble être son désir — réformer une économie en perte de croissance, doit faire de même : la nature des maux dont souffre la société soviétique, partiellement esquissée dans les

pages précédentes, illustre assez bien l'ampleur de la crise sociale en ce pays et l'urgence d'y porter remède. Tout le dilemme de Gorbachëv réside dans le comment ! L'approche stalinienne — l'usage généralisé d'une violence brutale et meurtrière — ne peut, à nouveau, être privilégiée : Gorbachëv lui-même a, à plusieurs reprises, dénoncé les méthodes et les crimes de l'époque du culte de la personnalité. Le dilemme n'en reste pas moins entier : parce qu'il n'a pu livrer toute la marchandise, le régime actuel s'est, aux yeux de beaucoup de Soviétiques, profondément discrédité; convaincue (n'a-t-il pas eu plus de 70 ans pour faire ses preuves ?) qu'il ne pourra le faire dans l'avenir, cette société a largement perdu foi dans le marxisme-léninisme. Dans les circonstances, comment le régime en place pourra-t-il acquérir une nouvelle crédibilité et, conséquemment, une nouvelle légitimité auprès de la société soviétique sans renier les fondements idéologiques qui doivent guider son action ? Les enjeux sont de taille et la partie ne sera pas facile — d'autant plus que se profile à l'horizon ce grand tombeur de régimes politiques, au XX^e siècle, qu'est le nationalisme.